



Des missiles d'attaque spécifiques pour détruire la Covid ...

« La France commande 500 missiles pour ses futurs hélicoptères d'attaque. » Ces armes sont dotées d'un retour vidéo pour permettre au pilote de l'hélicoptère de voir comme s'il était à l'intérieur du missile. »

L'ÉDITO

L'EXPLOSION

QUI APPROCHE

Chacun sent bien que le deuxième confinement ne passe pas dans le pays. Dans des sondages globaux faussés par le climat de peur sous l'effet de la crainte de la mort, les sondés répondent qu'ils sont prêts à tout accepter pour sauver leur peau. Mais dans les profondeurs de la nation et de son peuple, les mesures autoritaristes et liberticides du pouvoir ne sont pas acceptées.

Cette fois-ci, les Français vivent comme une humiliation collective les laisser-passer obligatoires pour sortir de chez soi. Ils ne supportent pas que le pouvoir leur impose, comme à des enfants immatures, sa vision des produits « essentiels » et non « essentiels ». Ils ne comprennent pas le choix arbitraire – et tellement emblématique – d'autoriser la vente de tabac mais de leur interdire d'acheter des livres en librairie. Ils n'acceptent pas le chantage permanent, puéril, du pouvoir sur « les fêtes de Noël et de fin d'année ». Ils jugent inadmissible les restrictions apportées à leur liberté de circulation et de voir la famille. Ils ressentent comme inepte l'ordre moral imposé d'en haut par un pouvoir jupitérien et ses ingérences dans la vie privée voire intime, quant au nombre de personnes admises à table.

Les contrôles et la répression envers les passants paisibles sont vécus comme abusifs et inacceptables alors que la violence se déchaîne dans l'impunité habituelle au cœur des zones de non droit. Les croyants sont indignés de l'interdiction de célébrer leur culte. Ces mesures ne passent absolument pas dans les profondeurs du pays: elles sont ressenties par la France comme inutiles, inefficaces et illégitimes. L'impression d'arrogance obtue qui tombe de là-haut suscite un profond malaise tout comme la morgue de dirigeants incapables d'admettre leurs fautes et prompts à se défaire de leur responsabilité sur la population.

La défiance touche à son paroxysme. Un grondement sourd remonte des entrailles du pays, ce grondement qu'un pouvoir déconnecté, aveugle et sourd, ne saurait entendre

La révolte et la riposte commencent à prendre le pas sur la peur: dans un contexte économique et social épouvantable, nous sommes à la veille ou l'avant-veille d'une violente explosion et/ou d'une crise politique d'une exceptionnelle gravité.

Maxime T....

Être les agitateurs d'espoir

La crise sanitaire, avec le confinement de mars et l'actuel, n'est pas la cause de la crise sociale et économique. Elle en est simplement l'abcès.

La partie visible, le résultat des choix de l'austérité contre le bien commun pour garantir les profits égoïstes de quelques-uns. Une chose est sûre, la situation s'aggrave pour des millions de citoyens. La CGT, ses militants, ses adhérents tentent d'être présents à leurs côtés. Non sans difficultés, car la crise sanitaire, les restrictions des libertés, bousculent l'activité syndicale parfois déjà fragilisée.

À tâtons, mais avec détermination, l'activité syndicale se réinvente pour préserver ce lien si précieux de proximité. Être là où les retraités ont besoin de réponses, les construire avec eux est d'autant plus important que le gouvernement est à l'offensive.

C'est d'autant plus important que la colère sociale, cette envie de changement, est toujours aussi vivace et qu'elle nécessite une réponse à la hauteur des enjeux pour laquelle le syndicalisme retraité est attendu.

Mes chers compatriotes...



Finalelement...



Il en manquait c'est vrai ! Mais finalement c'est surtout le détermination et l'envie que ça change vraiment pour l'ensemble des retraités et sur dans tout les domaines (pouvoir d'achat, santé, service piublic) qui a prévalu à Marseille mais aussi en Arles et dans de nombreuses villes en France ce 17 nov 2020. Confinement ou pas, la CGT ne se taira pas !

L' illectronisme, qu'es aquò?

De nombreux Français ont des difficultés à utiliser Internet au quotidien. L'« illectronisme », nouveau mot pour désigner la fracture numérique, constitue un vrai handicap, notamment pour les démarches administratives.

C'est la difficulté à utiliser internet dans la vie de tous les jours. Le phénomène n'est pas du tout anecdotique : il concerne un quart des Français. Et près d'un tiers vont jusqu'à renoncer à se connecter « La vie courante d'aujourd'hui est bien différente de l'époque où nous avons défini l'illettrisme. Pour mémoire, les illettrés sont allés à l'école, mais ils ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture, la compréhension de l'écrit. A eux seuls, ils représentent 2,5 millions de personnes ». L'illectronisme en est une extension, qui va bien au-delà de ce noyau dur.

La question de la fracture numérique s'est posée dès qu'Internet s'est développé. Mais essentiellement en termes d'accès aux équipements. Aujourd'hui, 89% des Français possèdent un ordinateur, un Smartphone, ou une tablette. Ce qui en laisse tout de même 11% sur le carreau, soit 5 millions de personnes. Les usages, eux, posent de nouvelles questions. 87% des Français disposent d'une connexion chez eux, et ceux qui n'en bénéficient pas ne se connectent pas pour autant ailleurs. Ils restent tout simplement en marge de la société numérique. L'étude a porté une attention particulièrement aux 70 ans et plus, dont un tiers ne sont pas connectés. Mais elle englobe l'ensemble de la population.

Plusieurs profils d'utilisateurs : les « aguerris », qui n'ont aucune difficulté. Les « volontaires » qui ne maîtrisent pas tout mais souhaitent y arriver. Les « décalés » qui ne se servent pas d'Internet tous les jours et se font aider d'un proche. Les « réfractaires

» qui font carrément sans. Et les « occasionnels », souvent jeunes et ne disposant pas d'une connexion permanente faute de moyens. Les plus surprenants sont ceux qui ont jeté l'éponge, les « abandonnistes ». Soient des Français de tous âges, tous milieux. 19% des Français auraient ainsi renoncé au moins une fois au cours des douze derniers mois à une démarche à faire sur Internet. Deux tiers sont des actifs. Un tiers ont entre 50 et 64 ans, et 21% sont des « digital natives ». Quatre sur dix ont renoncé à une démarche administrative en ligne (impôts, Urssaf, banque, etc.). Ils sont équipés à 94%, mais 30% peinent à naviguer.

Notre objectif serait de créer un atelier de « Premières approches d'Internet » au sein de notre Section, du Syndicat de la FAPT ou au niveau du département avec l'US CGT 13.

Dans ce but, on fait appel à un ou plusieurs volontaire (..et bénévoles) à même de nous expliquer les bases essentielles pour appréhender et naviguer sur le Net.

PS : Un conseil d'un « illectroniste » qui s'est fait tout seul dans la jungle du Net. J'ai appris ce que je sais en me servant de Google. Dès que je ne savais pas comment faire (par exemples copier une image, utiliser Word ou envoyer un dossier...), je tapais dans la barre de recherche Google : « Comment fait-on pour copier une image, ou comment fait-on pour envoyer un dossier= et j'envoyais en cliquant sur entrer. Parmi les liens que me propose Google, je trouve facilement des exemples (par écrit ou en vidéo) tout simple à suivre. Je puis vous assurer que je procède encore comme ça quand je rencontre une difficulté..(SVPat)

Ailleurs dans le Monde ... Ailleurs dans le Monde

USA : Nous sommes heureux de l'élection de Kamala Harris la première femme, militante féministe, à la vice-présidente des Etats-Unis. Et tant mieux que ce soit une afro-asio-américaine nous aussi nous sommes pour le mélange des genres !



Coronavirus et santé mentale:

«Ne soyons pas trop sévères avec nous-mêmes!»

Quelques conseils pour mieux vivre le second confinement.

Encore très prudent sur l'évolution des tendances – notamment dans les unités de soins intensifs – l'Institut de santé publique invite à poursuivre les efforts malgré

les difficultés morales liées au nouveau confinement imposé par les autorités. Ce confinement automnal, aussi pénible qu'il puisse être [...] en raison notamment des jours qui raccourcissent, nous devons le traverser ensemble. Comment? En lâchant prise et en se concentrant sur ce que l'on peut faire.

Pour toutes les personnes qui se sentent isolées, on vous conseille donc de trouver une routine quotidienne. Une sorte d'«horaire hebdomadaire» qui permettra de rester actif et de ne pas s'enfoncer dans une spirale négative. Prendre du temps pour soi et se fixer des objectifs, voilà ce qui est prôné pour lutter contre la morosité ambiante. A moins d'être en quarantaine ou en isolement, essayez de sortir de temps à autre de votre domicile, utilisez l'heure de sortie autorisée, même si vous êtes limité dans le rayon de 1 km autour de chez vous. Et même si le temps est moins clément, continuez à avoir cette envie de sortir. C'est profitable aussi bien physiquement que moralement. Aussi, restez en contact avec d'autres personnes, même à distance, aidez les personnes vulnérables qui sont bloquées chez elle. Appelez une personne différente tous les jours pour prendre de ses nouvelles, par exemple. Et lors de nos sorties quotidiennes, restons également ouverts au dialogue. Ne laissons pas la distance physique et le port du masque être une raison pour se taire ou disparaître dans l'anonymat.»

Dernier conseil pour traverser au mieux ce second confinement:

Ne soyez pas trop sévères avec vous-mêmes! Il est tout à fait compréhensible d'avoir des chutes de motivation dans cette période. L'important est que cette baisse de moral ne soit que momentanée et ne contrôle pas votre vie.



Rencontre avec J.Engelmann, Chef de projet « Rénovation de l'immeuble Colbert »

[...] Concernant les plaques commémoratives, il est tout à fait disposé à rapatrier toutes celles existantes (sachant que la plaque de Paul Codaccioni est désormais en notre possession). Il est aussi d'accord pour regrouper tous les noms des collègues morts en service sur une même plaque (Candella, Gauffreton, Munoz, Meisson, Geel) avec une apposition de celles-ci dans un endroit très passager à la vue de tout le monde. Il est favorable à la présentation éphémère d'expositions et à la tenue de conférences relatant les 120 ans d'histoire sociale de Colbert.

**Les Grandes équipes ne meurent jamais dit-on en parlant foot.
Les Bastions sociaux, leurs acquis sont éternels dans la mémoire populaire !**

VITE DIT**Et pour ne rien dire, j'ai un bon exemple !**

Jeudi 12 nov. Le Premier Ministre, Jean Castex a mobilisé 4 ministres et plus d'1h d'antenne pour annoncer... qu'il n'annoncerait rien.

Loi dite de « Sécurité Globale » : la CGT ne se taira pas alors qu'on touche aux libertés publiques

Des milliers de personnes ont manifesté à Paris, Rennes et Lyon contre la proposition de loi de "sécurité globale" mardi 17 novembre à l'appel des organisations syndicales et de défense des droits humains. Cette proposition contient de nombreuses atteintes au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité et à des principes constitutionnels de légalité des peines et délits.

En ligne de mire : l'article 24 qui punit de 45 000 euros d'amendes et un an de prison la diffusion de "l'image du visage ou tout autre élément d'identification" d'un policier ou gendarme en fonction, dans le but de "porter atteinte à son intégrité physique ou psychique".

C'est une atteinte à la liberté d'informer

Un avis partagé bien au-delà des frontières. La proposition de loi a valu à Emmanuel Macron un sévère rappel à la loi par le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU : « L'information du public et la publication d'images et d'enregistrements relatifs à des interventions de police sont non seulement essentiels pour le respect du droit à l'information, mais elles sont en outre légitimes dans le cadre du contrôle démocratique des institutions publiques ».

La liberté d'informer n'est pas la seule liberté menacée par cette proposition de loi, qui élargit également la possibilité pour la police d'avoir recours aux caméras piétons (article 21) ou aux caméras « aéroportées », notamment les drones équipés de caméras (article 22).

Ce texte représente une nouvelle remise en cause de la liberté de manifester

L'utilisation de caméras et drones permettant la reconnaissance faciale des militant.es lors de manifestations constitue un outil supplémentaire de surveillance généralisée.

Autre point d'inquiétude : l'élargissement des missions des agents de sécurité privée, qui se verront confier des missions de service public, tandis que les polices municipales se voient dotées de prérogatives importantes qui relèvent pourtant des missions de l'État.

Cet ensemble de dispositions concourt à un processus de privatisation à peine déguisée qui remet en cause les principes d'égalité.



En 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme le droit inaliénable à la sûreté qui protège les citoyen.nes de l'arbitraire de l'État et l'immunise contre les arrestations ou les emprisonnements arbitraires. Le tout sécuritaire ne peut être la réponse à la crise que traverse notre société.

Pour la CGT, les solutions sont à trouver par une autre répartition des richesses, par une politique marquée du sceau de la justice et du progrès social et la mise à bas des politiques d'austérité menées ces dernières années par les gouvernements successifs.